

**Nations unies - Maintien de la paix
et de la sécurité internationales :
conflit et famine - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 23 mars 2018)

Madame la Ministre,

Je tiens d'abord à vous remercier de réunir le Conseil aujourd'hui sur la question du lien entre famine et conflits. Je remercie également Mark Lowcock et David Beasley pour leurs exposés. Le Secrétaire général avait été le premier à nous alerter en février 2017 sur la situation humanitaire dramatique de près de 20 millions de personnes en Afrique et au Yémen, au bord de la famine. Son constat était clair : les conflits armés sont le dénominateur commun, et la cause première, de ces catastrophes humanitaires.

C'est pour répondre à cet appel que la France, avec la Banque mondiale, a pris l'initiative, en juin dernier, d'organiser une réunion en format Arria sur cette question. Outre la Banque mondiale, dont l'engagement doit être salué, plusieurs Etats membres nous avaient rejoints dans cette entreprise qui visait à ouvrir la réflexion de notre Conseil sur ce sujet. C'est dans le prolongement de ces échanges que nous avons adopté une déclaration présidentielle à l'été dernier puis entendu le Secrétaire général au mois d'octobre. Six mois après, il était important de se revoir à nouveau pour identifier les mesures que ce Conseil peut envisager concrètement.

De nombreux éléments importants ont déjà été soulignés, j'articulerai donc mon intervention sur trois points : un constat, un rappel et quelques pistes pour des solutions concrètes.

1. Tout d'abord, le constat est avéré et documenté : les famines sont très souvent liées aux conflits armés qui, soit en constituent la cause principale, soit les aggravent de manière significative.

La situation humanitaire du Soudan du Sud, du Yémen, de la Somalie, de la Birmanie, du Nord-Est du Nigeria l'illustre tristement : 60% des personnes affectées par l'insécurité alimentaire dans le monde vivent en zones de conflits.

La sécheresse persistante peut jouer un rôle majeur, c'est le cas en Afrique orientale par exemple, où elle entraîne une réduction du volume des récoltes dans des pays touchés par des niveaux d'insécurité alimentaire élevés. Les rapports de l'ONU et du PAM sont sans appel, comme nos briefeurs viennent de nous le rappeler avec clarté et vigueur : les conflits restent les principales causes des risques de famine. Ainsi s'enclenche un cercle vicieux : le conflit

accroît l'insécurité alimentaire qui à son tour alimente la violence.

Les populations civiles sont les premières victimes de ce cercle vicieux de l'insécurité alimentaire et des conflits armés. Ce sont souvent les moyens de subsistance des populations qui sont directement pris pour cible des violences : les infrastructures civiles, les convois d'aide, les travailleurs humanitaires sont aussi visés.

Au Yémen, les entraves à l'accès libre, rapide et continu de l'aide humanitaire des populations civiles se poursuivent de façon inquiétante. La France rappelle la nécessité d'ouvrir toutes les infrastructures portuaires et aéroportuaires à l'aide humanitaire et aux importations commerciales afin d'alléger les souffrances de la population yéménite.

Madame la Présidente,

La famine n'est pas une catastrophe naturelle. Elle résulte d'une conjonction de facteurs humains et peut même être le fruit d'une stratégie. Mark Lowcock et David Beasley l'ont souligné : l'accès à la nourriture est utilisé par les groupes armés comme un outil de recrutement là où la famine sévit.

Le Haut-commissaire aux droits de l'Homme l'a également souligné dans le cas de la Birmanie : le nettoyage ethnique de la minorité Rohingya, qui a forcé plus de 670.000 personnes à fuir la Birmanie depuis août 2017, se poursuit aujourd'hui. Fait nouveau, cela passe désormais notamment par une famine délibérée, une privation de l'accès aux services de première nécessité, une destruction des moyens de production. Nous condamnons ces violences et ces violations intolérables qui doivent immédiatement cesser.

Dans le gouvernorat de Ninive en Irak, l'un des viviers agricoles du pays, Daech, avant d'en être chassé, a détruit plus de 90% des infrastructures d'irrigation, repoussant de plusieurs mois ou années la fin de cette situation d'insécurité alimentaire. Dans la Ghouta orientale, l'une des régions les plus fertiles de Syrie, le régime de Bachar al-Assad utilise les mêmes méthodes, en bombardant des infrastructures civiles, en assiégeant des villes entières pour affamer ses populations.

Madame la Présidente,

La famine utilisée comme arme de guerre contre les populations civiles est une violation du droit international humanitaire et peut être constitutive de crime de guerre.

Il est ainsi aujourd'hui toujours plus nécessaire d'apporter des solutions politiques durables aux conflits qui sont à l'origine de ces drames humanitaires. C'est là notre responsabilité collective, à laquelle ce Conseil doit s'atteler sans relâche.

2. Face à ce constat, c'est mon deuxième point, un rappel juridique s'impose : les violations du

droit international humanitaire doivent être condamnées et ne peuvent rester impunies.

On ne le rappellera jamais assez : l'accès humanitaire doit être sûr, complet et sans entrave. C'est loin d'être le cas partout. Au Yémen, en RDC, en Syrie mais aussi au Soudan du Sud ou en Somalie, les obstacles bureaucratiques et les obstacles sécuritaires entravent l'accès aux populations dans le besoin et empêchent les humanitaires de faire leur travail. Le personnel humanitaire lui-même est pris pour cible.

Dans ce contexte, la protection des personnels humanitaires et des personnels médicaux doit être une priorité. En octobre 2017, le Secrétaire général nous alertait sur l'augmentation de la violence contre les travailleurs humanitaires : dans les dix premiers mois de 2017, les humanitaires ont subi plus de 130 attaques. C'est totalement inacceptable.

Ne nous payons pas de mots, ces attaques constituent des crimes de guerre qui ne doivent pas rester impunis. Les personnels de santé portent secours aux malades et aux blessés au coeur des zones de guerre, au péril de leur propre vie. Leur engagement nous oblige.

C'est la raison pour laquelle le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a proposé, en octobre dernier, une déclaration politique pour protéger les personnels médicaux dans les zones de conflits, qui a été endossée à ce jour par 13 pays. La France appelle l'ensemble des Etats membres à rejoindre cette initiative. Au-delà, nous souhaitons travailler à renforcer la protection des personnels humanitaires sur ce sujet, comme le ministre Jean-Yves Le Drian l'a indiqué hier lors de notre Conférence nationale humanitaire, à laquelle participait Mme Ursula Mueller.

Madame la Présidente,

3. Dans ces conditions, et ce sera mon troisième point, le CICR a appelé à un "sursaut de protection" pour améliorer le comportement des parties aux conflits ainsi que l'accès aux moyens de subsistance des populations, alors que peut faire ce Conseil.

En Somalie, au Nord-est du Nigeria, au Soudan et au Yémen des famines de grande échelle ont pu être évitées grâce à une réponse humanitaire prolongée.

Trois pistes d'actions peuvent ainsi être poursuivies :

Premièrement, nous pourrions appeler et travailler à l'amélioration des systèmes de prévention et d'alertes précoces afin d'agir plus efficacement pour prévenir les cas de famines. Nous pourrions systématiquement inclure dans les mécanismes de surveillance, des données sur les niveaux d'insécurité alimentaires inquiétants et la restriction de l'accès humanitaire aux populations, sous forme d'"indicateurs de famine". Ces indicateurs pourraient ainsi être intégrés, par exemple, aux rapports des opérations de maintien de la paix et aux rapports-pays remis au Conseil de sécurité.

Deuxièmement, les investissements dans les services de santé et d'approvisionnement en eau pourraient faire partie intégrante des stratégies d'éradication de la famine en zones de conflits. Lors de crises alimentaires et humanitaires, les maladies infectieuses comme le choléra ou la rougeole constituent une des causes majeures de décès, à la faveur de l'effondrement des services publics et de la vulnérabilité accrue des populations aux maladies.

Troisièmement, mettre fin et prévenir les famines en zones de conflits nécessite une réponse multiforme, coordonnée et impose donc une articulation plus étroite entre l'aide humanitaire et le développement dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler "nexus humanitaire-développement".

Madame la Présidente,

Pour reprendre les mots du Secrétaire général, nous avons une obligation morale de mieux faire. Le Conseil de sécurité en a les outils. La France continuera de prendre toute sa part à cette mobilisation.

Je vous remercie./.